

Monsieur le Président,

La destruction des territoires se poursuit à marche forcée

En Occitanie : près de 80 trésoreries locales supprimées en 3 ans... ... des dizaines d'autres sites et services fusionnés ou menacés

Ce sinistre « tableau de chasse » de l'administration risque d'être copieusement abondé dans les prochaines années par le gouvernement. Nos départements, à la géographie spécifique qui justifiait un grand nombre de points de contact de la DGFIP seront particulièrement touchés.
Les PO n'y couperont pas !

Plus fort que CAP 2022, la Cour des Comptes veut nous ratatiner.

Le gouvernement a commandé un rapport à un groupe de technocrates et de membres des patronats Français et Étrangers nommé CAP 22. C'est de là qu'il tirera une liste de missions à transférer, privatiser ou supprimer, avec suppressions de postes et déréglementations à tout-va.

Mais la Cour des Comptes a fait encore plus fort dans un rapport de juin sur les 10 ans de la DGFIP. Elle préconise entre autres la fermeture de 1600 trésoreries, un seul Service de Publicité Foncière National au lieu des 354 actuels, la suppression de 500 Services des Impôts des Entreprises, la suppression de l'accueil physique des usagers au profit du téléphone et d'internet,... On en passe de cet ordre-là qui marqueraient la destruction quasi intégrale de la présence de la DGFIP sur tous les territoires hors grandes villes...

Poursuite, aussi, de la destruction massive des emplois publics : dans les 13 départements d'Occitanie : 106 emplois supprimés en 2018 et 1 580 suppressions de postes depuis 2009...

C'est l'équivalent d'un « plan social » dans une grande entreprise mais ça n'émeut pas plus que ça dès lors que les gouvernants « vendent » une dépense en moins pour l'État. Les citoyen-nes doivent prendre conscience que ce sont nos valeurs qui se perdent quand le Service Public est attaqué ainsi. Prendre conscience que la perte de la proximité c'est la vie de leurs communes qui s'éteint, que de nouvelles contraintes les attendent, qu'ils paieront le service sous une autre forme (à La Poste par exemple...) et plus cher.

L'ensemble des militants de la région Occitanie s'est donc retrouvé ce mardi 3 juillet 2018 devant la Chambre Régionale des Comptes (CRC) pour exprimer la colère et la rage qu'a provoqué ce rapport. Une délégation a été reçue par le président et le procureur de la CRC Occitanie.

Nous avons conclu notre entretien en rappelant le caractère provocateur du rapport et que l'instrumentalisation de la Cour des Comptes est inadmissible. À défaut d'avoir trouvé suffisamment de chaises pour symboliser les suppressions d'emplois subies, nous avons fait du bruit, beaucoup de bruit !!

Nous sommes bien présents et nous ne nous laisserons pas faire face à cette destruction programmée de notre administration et du service public !!

A BON ENTENDEUR....